



Initiative pour la paix et la Gouvernance Locale (IPGL asbl) est une organisation de la société civile de droit congolais œuvrant notamment dans la construction de la paix, la promotion des droits humains et la gouvernance locale. Elle emprunte comme stratégies d'intervention, la recherche action participative, le plaidoyer, le contentieux stratégique et le renforcement des capacités des acteurs de changement.

De la nécessité d'un projet de scolarisation et d'apprentissage de métiers en appui aux personnes vulnérables dans la province du Sud Kivu.

MWEZE BAHAYA Félix, Bukavu, juin 2024¹.



Photos des enfants pygmées scolarisés par IPGL à l'EP Combo (Crédit IPGL asbl, 2023)

O. Introduction

Il est un des secteurs d'intervention de l'IPGL à savoir l'éducation et la formation professionnelle, dont les objectifs sont ainsi définis :

- Promouvoir l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle des groupes vulnérables à travers l'opérationnalisation de centres de formation professionnelle pour les jeunes et les femmes désœuvrés.
- Contribuer dans l'encadrement des jeunes issus de groupes armés pour leur insertion sociale.
- Equipement et réhabilitation des infrastructures scolaires.
- Renforcement des capacités des acteurs intervenant dans l'éducation et la formation.

¹ Félix MWEZE BAHAYA, Chercheur Senior et Animateur au sein d'Initiative pour la Paix et la Gouvernance Locale, IPGL asbl. Il est formateur et agent de changement sur des thèmes liés à la paix, l'encadrement de la jeunesse et la lutte contre la montée des incivilités en milieux urbains.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le présent projet dont l'objectif primordial est de démontrer la nécessité et les avantages des actions coordonnées en vue de la scolarisation et de l'apprentissage de métiers aux groupes vulnérables. Un projet qui vise à autonomiser les groupes vulnérables à travers l'exercice d'un métier bénéfique à la communauté.

1. Contexte et justification

Dans une région comme celle des Grands-Lacs, secouée par des décennies de conflits armés, les milieux politiques ont développé une rhétorique axée sur les déplacements des populations, le recrutement des enfants soldats, l'exploitation illicite de ressources minières et autres perturbations dues aux conditions générales d'insécurité.

Nombreux ateliers et séminaires ont été organisés en vue d'une sensibilisation sur la protection de l'enfance et de la jeunesse, principales victimes des conflits armés. Ces ateliers, pour la plupart, ont insisté sur l'interdiction du recrutement d'enfants et de leur utilisation dans les conflits armés. A ce sujet, la législation tant nationale qu'internationale abonde de textes, dont nous rappelons ici quelques lignes.

- Le Code du Travail de la RDC, en harmonie avec la Convention 182 du BIT, fustige les plus mauvaises formes de travail imposé aux enfants. Il stipule en son article 6 : « Les pires formes de travail des enfants sont abolies... L'expression 'les pires formes de travail' comprend notamment : a) toutes les formes d'esclavage ou des pratiques analogues telles que le travail forcé ou obligatoire, y compris le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans les conflits armés... »²

Cependant, outre le problème spécifique de l'enrôlement des enfants, on ne devrait pas oublier ou offusquer l'impact réel de ces conflits sur certaines catégories sociales défavorisées. Dans ce contexte il sied d'envisager un projet de scolarisation et d'initiation aux arts et métiers en vue de prendre à-bras-le corps ce problème qui déstabilise nos populations et affecte en particulier les personnes vulnérables.

2. Définition du concept-clé

Par « personnes vulnérables » nous entendons :

- Les personnes vivant avec handicap.
- Les déplacés de guerres.
- Les personnes démunies ou défavorisées par leur niveau social : parmi elles les sans-emploi et même les travailleurs dont le revenu se trouve encore en-dessous de 1 dollar par jour.
- Les orphelins et enfants séparés de leurs parents.
- Les jeunes désœuvrés par manque de frais scolaires.
- Les Autochtones Pygmées déplacés de leur terroir et se trouvant confrontés à l'épineux problème d'intégration social en milieu rural ou urbain.

² Cité de la Convention sur les pires formes de travail de l'enfant, C 182, 1999, entrée en vigueur le 19 novembre 2000 et ratifiée par la RDC en juin 2001.

3. Les facteurs favorisant la vulnérabilité

Plusieurs facteurs internes et externes concourent à la vulnérabilité, il s'agit notamment :

- Nombreux enfants se trouvent privés de leurs parents déplacés ou décédés dans la guerre et d'autres déplacés de leur toit paternel se retrouvent errants dans la rue dans des conditions de vie précaires.
- Nombreux jeunes non scolarisés ou ayant interrompu leur cycle d'études à l'éducation de base, par manque de moyens financiers.
- Des enfants issus des parents désœuvrés incapables de subvenir aux besoins du ménage ;
- Certains groupes marginalisés – Cas des Pygmées dont les terres et les sites d'habitation ont été confisqués menant une vie d'errance et ne sachant comment s'intégrer dans la vie avec les autres communautés.

4. Les actions envisagées

Dans ses programmes d'action l'IPGL asbl a mis en place un centre de formation professionnelle dans la ville de Bukavu en vue de répondre au besoin de formation et d'initiation au métier de coupe et couture. D'autres besoins et priorités en formation sont présentés par les jeunes et femmes demandeurs. Nous pouvons citer :

- Apprentissage de techniques de maçonnerie et de bâtiments.
- Formation et notions sur l'entrepreneuriat et l'épargne.
- Formation en mécanique et conduite auto.
- L'alphabétisation et l'apprentissage des langues, le français et l'anglais.
- Initiation à la peinture et à la décoration.
- Enseignement de notions sur la céramique et la technique de production de foyers améliorés, de carreaux et de matériaux de construction.

Sur un autre volet, l'IPGL organise des descentes sur terrain :

- Soit à la rencontre pour sensibilisation et encadrement des jeunes. L'accent est ici mis sur la scolarisation des Autochtones et sur l'assistance pour paiement des frais scolaires.
- Soit dans les écoles régulières en vue d'un encouragement pour les études et de régularisation des frais scolaires pour les nécessiteux, les moins nantis.

Dans le même angle, l'IPGL asbl prévoit ouvrir un centre de récupération et de recyclage pour élèves autodidactes. Une bibliothèque existe déjà à cet effet dans la ville de Bukavu. Il reste cependant à trouver des locaux appropriés pour cette formation des autodidactes. Une sensibilisation a déjà été faite au niveau des enseignants de diverses disciplines ainsi qu'au niveau des élèves bénéficiaires.

5. Les moyens de réalisation du projet.

Parmi les possibilités qui s'offrent à l'IPGL asbl , signalons :

- Les contributions des membres (encore à un état embryonnaire).

- Le renforcement et la redynamisation du centre de formation en coupe et couture (équipement, prise en charge des formateurs, ...).
- La mobilisation des partenaires internes et externes pouvant renforcer les efforts déjà consentis.
- Recours à des experts et techniciens pour l'organisation des séminaires de formation.

6. Echéance du projet :

- A court terme, six mois à une année pour la formation ou l'initiation aux beaux-arts et métiers.
- A long terme pour l'alphabétisation, l'enseignement des langues et le recyclage d'études (niveau primaire ou secondaire).

7. Nécessité et avantages du projet

Dans un environnement miné par des groupes armés et des guerres à répétition, il va de soi que les souffrances de la population sont multiples et profondes. L'option pour une scolarisation et initiation aux arts et métiers n'est pas en soi une panacée. Mais, c'est pour nous un geste d'assistance aux personnes en danger. C'est en quelque sorte un SOS car de nombreux jeunes dépourvus de moyens de vivre se livrent dans l'alcoolisme et la consommation de drogues ; d'autres par manque d'encadrement ne trouvent d'autre issue que d'aller se faire enrôler dans des groupes armés. Cependant, d'autres jeunes doués de capacités physiques et intellectuelles, attendent une assistance pour pouvoir renouer avec leurs études interrompues faute de moyens. Ces derniers ne sont pas des désespérés ni des marginaux à cent pour cent. La société peut encore compter sur eux. Il faudrait une assistance auprès d'eux et une prise de conscience de leurs capacités réelles et de la nécessité de se prendre en charge par l'autoformation. Autant dire ici qu'une société qui néglige sa propre jeunesse, la laissant à la merci de tous les courants ou qui n'a les moyens efficaces d'encadrement, c'est une société qui forme contre elle-même des rebelles et des hors-la-loi. Seule une action coordonnée de tous pour l'investissement dans la jeunesse peut sauver la société d'aujourd'hui et de demain.

Pour sa part, l'IPGL asbl n'a pas encore les moyens d'assistance en vivres et non vivres. Mais, à l'instar d'autres organisations d'aide au développement, c'est le volet éducation qui semble être la clé de voûte de son aide au développement et à la protection de la jeunesse.

Cette action grâce au concours des partenaires dont Santé et Développement International de Grenoble, les amis de Marie-Jo Bonnet et le foyer Ek'Abana de l'archidiocèse de Bukavu a permis de lancer au marché de l'emploi, 54 jeunes formés en coupe et couture entre avril 2023 et juillet 2024 ainsi que la scolarisation de 183 élèves pygmées et vulnérables dans différentes écoles.

Des telles initiatives porteuses d'espoir et tant attendues par des jeunes dans les villages et villes où la cohésion sociale et l'espoir de vivre ensemble ont été hypothéqués par des conflits violents et guerres à répétition. C'est encore possible de transformer par le travail cette jeunesse clochardisée et abandonnée.

8. Conclusion

Il est du ressort de l'Etat, certes, la création des emplois pour résorber le chômage ; de même pour la mise sur pied de structures sociales stables dans un environnement de paix. Toutefois dans un contexte miné par l'insécurité grandissante, la crise devient d'une ampleur multisectorielle et là où l'organisation et l'intervention de l'Etat peine à se mettre en place, la nécessité d'une aide humanitaire s'impose. Ainsi, l'IPGL asbl s'adresse à toute organisation, à toute personne de bonne volonté éprise de paix et de l'avenir de la jeunesse pour obtenir une aide quelconque (technique, financière, logistique) afin de relever tant soit peu les défis auxquels sont confrontées nos populations vulnérables.

Tout en préconisant une assistance humanitaire de l'extérieur, l'IPGL asbl n'exclut pas de multiplier à l'interne la tenue de séminaires et ateliers de formation en vue d'une plus grande sensibilisation des jeunes à l'auto prise en charge.